

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 41/029/2006 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 48/06 (AMR 41/029/2006) du 3 mars 2006

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

MEXIQUE **Erica Serrano Farías (f), avocate du Red de Organizaciones Ambientalistas de Zihuatanejo (ROGAZ, Réseau d'organisations écologistes de Zihuatanejo)**

Nouveau nom : Noé Aguirre Orozco, membre de ROGAZ, et sa famille

Londres, le 12 juin 2006

Le 6 juin 2006, un appel téléphonique anonyme est parvenu à la boutique de la famille de Noé Aguirre Orozco pour prévenir celui-ci que sa vie était en danger. Cette menace semble liée à son action en faveur de l'environnement : Noé Aguirre Orozco appartient à un groupe qui milite contre la construction d'un complexe touristique et la contamination d'une baie dans la municipalité de Zihuatanejo (État de Guerrero). Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité de cet homme.

Le 6 juin en milieu de journée, le père de Noé Aguirre Orozco, Francisco Aguirre, a reçu un appel téléphonique d'un homme qui lui a demandé s'il était le père de Noé et lui a dit que son fils était sous surveillance. L'homme qui appelait a ajouté que la vie de Noé Aguirre Orozco était en danger, ce à quoi Francisco Aguirre a répondu qu'il savait qui était à l'origine de cette menace. L'homme a répondu : « *Ah, tu me menaces, tu vas voir ce qui va t'arriver* ».

Un peu plus tard dans la journée, lorsque Noé Aguirre Orozco est arrivé à la boutique, lui et son père ont remarqué que quatre hommes se comportaient d'une manière suspecte dans la rue du magasin. Les hommes ont alors été vus en train de monter dans un pick-up et de s'en aller. Environ dix minutes plus tard, un homme portant l'uniforme de policier a été vu devant la porte de la boutique. Il est parti puis revenu une heure après. Selon certaines informations, il était armé d'une mitraillette qu'il a pointée sur Noé Aguirre Orozco et son père. Noé Aguirre Orozco a porté plainte auprès du bureau du ministère public de Zihuatanejo. Son cas et celui d'Erica Serrano Farías ont également été soumis à la Commission d'État des droits humains (CEDH) du Guerrero.

Ces événements sont sans doute liés à l'engagement de Noé Aguirre Orozco dans le Réseau d'organisations écologistes de Zihuatanejo (ROGAZ), qui mène campagne pour empêcher la construction du complexe touristique *Marina Puerto Mío* dans la baie de Zihuatanejo, dans l'État méridional de Guerrero. ROGAZ milite également pour réduire la pollution des eaux de la baie qui serait causée par le déversement direct des égouts dans la baie et par le développement de complexes touristiques.

Pendant la première semaine de juin, Erica Serrano et Noé Aguirre Orozco auraient rencontré l'ancien évêque Samuel Ruiz du Chiapas, dans le sud du pays, militant très connu dans le pays. Pendant cette rencontre, il les aurait encouragés à chercher à obtenir un soutien international pour leur campagne. Un article sur cette réunion a été publié dans un journal d'État la veille du jour où a eu lieu l'appel téléphonique. Environ deux semaines auparavant, des informations alarmantes sur la situation environnementale dans la baie de Zihuatanejo avaient été diffusées lors d'une manifestation de protestation sur une place du centre de la ville.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– exprimez votre préoccupation au sujet de la sécurité de Noé Aguirre Orozco et de ses proches, depuis que cet homme et son père ont fait l'objet de menaces de mort et d'actes d'intimidation le 6 juin ;

– demandez que soit menée dans les meilleurs délais une enquête impartiale et approfondie sur ces faits, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements soient déférées à la justice ;

– priez les autorités de veiller à ce que Noé Aguirre Orozco, sa famille et ses collègues ne soient plus la cible d'actes d'intimidation liés aux activités de défenseur des droits humains et de militant écologiste de Noé Aguirre Orozco, et de garantir qu'ils bénéficieront d'une protection conforme à leurs souhaits ;

– rappelez aux autorités que la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus proclame la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener ces activités sans restriction ni craintes de représailles.

APPELS À :

Gouverneur de l'État de Guerrero :

Lic. Zeferino Torreblanca Galindo
Gobernador del Estado de Guerrero
Boulevard Rene Juarez Cisneros No. 62, Edificio B
Ciudad de los Servicios, CP 39075, Chilpancingo
Guerrero, Mexique

Fax : +52 747 47 19956 (si une personne décroche, veuillez dire : "Tono de fax por favor")

Formule d'appel : *Señor Gobernador,* / Monsieur le Gouverneur,

Procureur général de l'État de Guerrero :

Lic. Eduardo Murueta Urrutia
Procurador General de Justicia del Estado de Guerrero
Carretera Nacional México-Acapulco Km. 6+300
Tramo Chilpancingo- Petaquillos, Chilpancingo 39090,
Guerrero
Mexique

Fax : +52 747 47 22328

Formule d'appel : *Señor Procurador,* / Monsieur le Procureur,

Responsable de l'Unité de promotion et de défense des droits humains au sein du ministère de l'Intérieur :

Dr. Ricardo Sepúlveda
Secretaría de Gobernación
Reforma 99, Piso 21- PH ; Colonia Tabacalera- CP
06030, México D.F
Mexique

Fax : +52 55 51 28 02 34 (si une personne décroche, veuillez demander la ligne de fax : « *tono de fax por favor* »)

Formule d'appel : *Estimado Doctor,* / Monsieur,

COPIES À :

Centre des droits humains « Miguel Agustín Pro Juárez » :

Centro de Derechos Humanos "Miguel Agustín Pro Juárez" AC., (PRODH)
Serapio Rendon 57-B, Col. San Rafael
06470, Mexico D.F.
Mexique

Président de la Commission des droits humains de l'État de Guerrero :

Lic. Juan Alarcón Hernández
Presidente de la Comisión Estatal de Derechos Humanos
Avda. Juárez, Esq. Galo Soberón y Parra
Col. Centro, Chilpancingo
Guerrero, CP 39000
Mexique

Fax : + 52 747 471 0230

Formule d'appel : *Estimado Sr. Presidente* / Monsieur le Président

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 24 JUILLET 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*